

ECONOMIE GENERALE

« LE BUDGET DE L'ETAT, INSTRUMENT DE POLITIQUE ECONOMIQUE »

Formulation neutre, nécessaire reformulation pour problématiser.

⇒ Examiner les différentes formes d'action budgétaire, évaluer la portée.

Budget de l'Etat : ensemble des recettes et des dépenses, concept plus étroit que les Finances publiques.

➤ S'intéresser à : part dans le PIB, solde budgétaire, structure...

Instrument : trois grands objectifs (cf. R. MUSGRAVE, 1959) : allocation des ressources, redistribution, stabilisation de la conjoncture (chômage/inflation...)

Pas de précision spatio-temporelle : années 1930 (cf. J. M. KEYNES), politiques récentes, en France et dans l'ensemble des pays développés.

Introduction

1. Rappeler l'actualité : déficit américain, remise en cause du Pacte de stabilité...

Perspective historique : crise de 1929, rupture keynésienne, aujourd'hui remise en cause par l'échec et le renouveau des idées libérales et les contraintes d'ouverture des économies.

2 : Budget : cf. supra.

Instrument : cf. supra.

3. L'approfondissement de la crise réduit les marges de manœuvre, de multiples controverses se développent sur l'efficacité des politiques budgétaires. Pourtant, les sommes en jeu donnent à l'outil « budget » une capacité incontestable d'orientation économique.

4. Budget de l'Etat comme un instrument de stabilisation contestée (partie I), mais un instrument de politique structurelle (partie II).

I- Le budget de l'Etat : un instrument de stabilisation conjoncturelle contesté

1- Une relance limitée dans des économies de plus en plus ouvertes

1. Rappel des travaux de J. M. KEYNES : 1973 : à la suite du premier choc pétrolier, les politiques keynésiennes ont eu des effets positifs (croissance et emploi) mais, les effets pervers se sont montrés dès 1981 avec de l'inflation (majoritairement importée) et un fort déséquilibre extérieur.

2. Les politiques suivantes de régulation de « stop&go » n'ont entraîné que stagflation et perte de compétitivité. L'effet de relance d'une politique budgétaire (cf. *Théorie du multiplicateur*) dépend de paramètres imprévisibles (propension à importer, à épargner, préférence nationale, préférence pour la liquidité...), ce qui limite de plus en plus ses effets. De même,

son efficacité sera supérieure en cas d'augmentation des dépenses publiques plutôt qu'en diminuant les impôts [$1/(1-c) > c/(1-c)$].

2- La contestation théorique des politiques de relance keynésienne

1. Développer sur les effets d'éviction du privé quand le financement des politiques publiques se fait par emprunt (élévation du taux d'intérêt).

ATTENTION : prendre en compte les élasticités de la demande de monnaie et de la demande privée des biens au taux d'intérêt.

Quid de la hausse de l'épargne suite à une hausse du revenu qui peut contrecarrer l'élévation des taux d'intérêt et le problème d'éviction du secteur privé ? Illustrer avec le schéma IS-LM (différentes hypothèses selon la verticalité de la courbe LM).

ATTENTION : la hausse des taux d'intérêt peut entraîner une éviction par le taux de change !

2. Quid de l'effet par création monétaire ?

→ Se référer à la *théorie des anticipations* (M. FRIEDMAN) : les agents ne sont pas victimes d'*illusion monétaire* : après une courte période de hausse de la production et des salaires (nominaux), les agents anticipent la hausse des impôts à venir pour financer l'action budgétaire, ce qui ramène l'économie à la situation initiale et seule l'inflation a augmenté !

R. BARRO : aucun effet des politiques budgétaires : si financement par emprunt, les agents anticipent sans délai la hausse des impôts à venir, ce qui augmente l'épargne ; si financement par création monétaire, les agents anticipent de suite l'inflation et la baisse de leur patrimoine, ce qui augmente l'épargne.

P. KRUGMAN (*Théorie des anticipations rationnelles*) : démonstration de l'absence de phénomène d'illusion monétaire (horizon illimité).

II- Le budget de l'Etat : une action structurelle

1- De la nécessité de limiter les dépenses de l'Etat à la possibilité d'en modifier la structure

1. Remise en cause de l'efficacité à laquelle s'ajoutent les nouvelles contraintes de financement :

⇒ Ecole des choix publics (J. BUCHANAN, G. TULLOCK...) : tendance au développement « naturel » de l'Administration sans lien avec l'efficacité, avec une faible productivité, l'absence de recherche de compétitivité par un défaut de concurrence..., ce qui justifie les dérèglementations, les privatisations...

Renforcement de ces politiques par la contrainte de la dette qui oblige un nécessaire excédent primaire...

2. Problème : renversement de la structure difficile à court terme : les dépenses sont avant tout des dépenses de fonctionnement, force des acquis sociaux...

- Rationaliser les choix budgétaires, vers plus d'efficacité en termes d'actions.
- Confier la gestion des activités au privé ? Se pose le problème de l'importance donnée aux biens non marchands, tout ceci relève de choix politiques !

Théories de la croissance endogène (R. LUCAS, P. ROMER...) : le problème, ce n'est pas le volume des dépenses mais leur nature et leur répartition.

2- De l'impossibilité de réduire de manière significative la pression fiscale à l'action sur la structure des recettes fiscales

1. M. THATCHER, R. REAGAN... autant de figures de réduction drastique de la pression fiscale, suivant le modèle A. LAFFER- CANTO- JOINES (1978) : effets désincitatifs de l'impôt, qui diminue l'offre de travail, l'épargne et les possibilités d'investissement pour financer l'activité économique. Il faut inciter les agents en diminuant la pression fiscale (augmentation du gain tiré du travail sur le loisir) pour mobiliser les ressources productives ! Echec empirique mais mise en évidence des nécessaires modifications dans la structure de l'impôt.

2. Modification de la structure : modifier l'allocation des ressources et la redistribution des revenus (illustrer avec le cas de l'Angleterre des années 1970 : axe sur la redistribution en taxant fortement les bénéfices des entreprises et en instituant une forte progressivité du taux marginal de l'impôt sur le revenu). Le revirement dans les années 1980 a révélé des effets incitatifs.

Ecart de la France : un système faiblement redistributif et une faible incitation. Aujourd'hui, l'augmentation du nombre d'assujettis à l'impôt et la diminution des taux marginaux d'imposition créent un effet incitatif sur les catégories des « trappes à pauvreté ». Problème : le système serait encore moins redistributif (exemple de la CSG, impôt proportionnel...) Les politiques fiscales orientent les comportements des agents au niveau micro-économique.

Conclusion

1. Les marges de manœuvres sont étroites (cas de l'UE : Pacte de stabilité...)

Accumulation des déficits : hausse de la dette publique sans relancer vraiment l'activité, d'où l'effort actuel pour stabiliser les dépenses et le niveau des impôts.

Pas besoin de « plus d'Etat » mais de « mieux Etat » !